

## AUF – Cidegef – Bucarest - Texte de restitution des séquences 1, 2 et 3

Nous installons cette courte restitution sous le signe de trois défis que nous ne pouvons que survoler, mais qui furent riches de questionnements et de suggestions prudentes de la part des intervenants, d'ailleurs valables tant pour les pays du Sud que du Nord.

### 1. Le défi d'un enseignement de la gestion plus ouvert sur les sciences sociales et autres disciplines

Les compétences en management sont trop souvent présentées sous l'angle de leur technicité, souvent réelle quand on approfondit certaines disciplines. Pourtant, les sciences de gestion ont tout à gagner à développer chez les étudiants des **compétences transversales**. Les apprenants y gagneront en hauteur de vue qui leur permettra de mieux percevoir les problèmes, d'apprécier les solutions et de remédier dans l'action aux dysfonctionnements inhérents à toutes organisations quand ils intégreront le monde du travail.

Dans cette perspective, faut-il en venir ou en revenir – selon les pays - à une forme de **propédeutique** qui serait une période d'enseignements communs - par exemple au cours des deux premières années de licence - à plusieurs disciplines, visant à préparer l'étudiant à mieux choisir la poursuite de son cursus et ainsi réduire la sélection par l'échec aussi forte au Nord qu'au Sud.

Dans le prolongement de cette première idée, faut-il faciliter et développer des formations en double **compétence** telles que la gestion pour les économistes, les juristes, les sociologues ou peut-être surtout les ingénieurs à l'issue de leur cursus spécialisé ? Comment l'organiser ? Les UPR (Universités Publiques de Région) en Haïti au nombre de 10 qui datent *pour la première* de 2006 *envisagent de créer une maîtrise de gestion de projet* pour économistes et ingénieurs en collaboration avec la Cidegef. Les **IAE en France** ont créé ce diplôme en double compétence, au niveau DESS puis du Master, qui connaît un succès continu depuis 1958. Enfin, des intervenants ont souligné le rôle bénéfique de l'expérience professionnelle (validation des acquis par l'expérience VAE) et de l'organisation de **stages** et de **l'alternance** dans les enseignements. Cette perspective peut être organisée en phase avec des programmes centrés sur l'entrepreneuriat adoptant des approches pédagogiques innovantes et permettant d'envisager autrement la façon d'entreprendre. Il semble alors souhaitable de mieux prendre en compte dans la **docimologie** l'acquis valorisé par l'expérience professionnelle, les **stages** et **l'alternance** afin de leur donner un poids important dans l'évaluation finale.

En conclusion de ce premier volet centré sur les enseignements, il convient de noter l'importance cruciale des coopérations avec le monde de **l'emploi**, et ses nombreuses **parties prenantes**, autant les entreprises que les organismes professionnels, car elles sont la clef de **l'employabilité**. Elles peuvent être des partenaires privilégiés des sciences de gestion pour un bénéfice mutuel évident en termes d'employabilité depuis l'élaboration des curricula jusqu'à l'insertion professionnelle

### 2. Le défi d'une recherche en sciences de gestion couplée aux enseignements

La gestion est-elle **une science** ou un art ? Sans doute le deux puisque les pratiques managériales peuvent faire l'objet d'observation et d'un effort de modélisation et de théorisation en tout point du globe ; mais existe-t-il aussi un art de gouverner ? Au vu des résultats diamétralement opposés obtenus par les dirigeants, difficile d'en douter tant au Nord qu'au Sud.

L'autonomie scientifique des sciences de gestion est régulièrement questionnée en raison des approches et méthodes transversales dans les recherches. En revanche, elle ne va pas de soi quand la **recherche** est confrontée à l'enseignement qui ne peut ignorer les disciplines connexes issues elles aussi des sciences sociales.

Certes, il faudrait s'interroger sur la place de la **recherche** en gestion au sein du monde francophone. Diffère-t-elle tant que ça aujourd'hui des recherches conduites dans le monde anglo-saxon ? Les questions liées au changement climatique et à la perte de la biodiversité interrogent tous les acteurs de la société iraient dans ce sens mais peut-on parler de convergence ?

Peut-être de nouveaux enjeux et de nouvelles perspectives renforcent une demande pour une rigueur accrue dans les protocoles de recherche ? Faut-il à ce titre envisager la création de comités d'éthique de la **recherche** et définir précisément leur rôle, préoccupation en tout cas nouvelle dans des universités nord-américaines.

Par ailleurs, quelles évolutions peut-on anticiper après une pandémie qui a ralenti, voire arrêté les activités universitaires ?

Question qui s'impose alors : la **langue française a-t-elle**, un impact scientifique et est-elle un atout stratégique sous-estimé. Les chiffres apportent la preuve.

### 3. Le défi de l'autonomie des structures au service de la stratégie

La question n'est pas celle du degré d'autonomie des universités vis-à-vis du pouvoir central, fort variable selon les pays et sur lequel notre réflexion n'aurait guère de prise, mais de celle de ses composantes internes. Le découpage se fait habituellement en départements mais la tendance est aussi au développement de **facultés de gestion** ou de management plus ou moins autonomes en leur sein.

C'est le choix fait en France sous la forme des instituts à statut dérogatoire comme les IUT et les IAE. Pour autant, faut-il inciter les universités du Sud à se doter de facultés ou d'institut de **gestion autonome** ? Il semble y avoir au moins un plaidoyer en faveur de facultés d'économie et de gestion .

Autre question, les **structures universitaires** doivent-elles évoluer pour faire une place plus large aux parties prenantes, en particulier professionnelles – tous ceux qui accueilleront les étudiants pour un stage ou un emploi - au-delà d'une simple participation, souvent anecdotique à un conseil d'administration ? Il ne suffit pas d'offrir quelques strapontins dans l'instance dirigeante pour s'assurer d'un concours efficace. La présence des professionnels devrait-elle alors être requise plus en profondeur, au cœur de la gestion des diplômés, du moins de ceux à finalité professionnelle, voire dans les jurys mais de manière minoritaire ?

Quant au **recrutement** des professeurs de sciences de Gestion, les pays du Nord n'ont guère de leçon à donner à quiconque en raison de leurs procédures peu différentes, reposant sur le choix par les pairs avec tous les inconvénients connus. Sans doute, est-il intéressant de connaître les enseignements tirés de la présidence du CAMES (Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur), institution qui contribue à ces recrutements sur le continent africain en organisant un concours, aujourd'hui abandonné dans nombre de pays dont la France.

La conclusion de ces riches séquences pourrait peut-être émerger des leçons d'une très ancienne et continue collaboration AUF-UPR-CIDEGEF

